

*Eldorado Nucléaire Limitée*

● (1200)

Cela fait maintenant quatre jours qu'ils nous racontent un peu n'importe quoi. L'obstruction systématique continue. Lundi dernier, le leader parlementaire nous a dit que le comité serait bientôt saisi de cette question. Il a prononcé un autre discours mardi et encore un autre mercredi.

**M. Benjamin:** Qui?

**M. Hawkes:** Le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis), le leader parlementaire.

**Le président suppléant (M. Paproski):** L'honorable député est prié de poser sa question.

**M. Hawkes:** Volontiers, monsieur le Président. Quelle est au juste la situation? Le Nouveau parti démocratique entend-il, comme l'ont dit ses dirigeants, renvoyer ce projet de loi au comité pour qu'on puisse bénéficier de l'opinion d'experts en la matière, ou la révolte de l'arrière-ban est-elle mûrement délibérée? Le leader parlementaire tient-il à la Chambre un discours qui ne correspond pas au comportement de ses troupes? De quelle aile du NPD entendons-nous l'opinion? Où est le mensonge et où est la vérité? Ce projet de loi sera-t-il renvoyé au comité ou va-t-il faire l'objet d'une obstruction systématique?

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, le député de Calgary-Ouest devient tout à fait impossible. Nous n'avons pas de révoltes de l'arrière-ban de notre côté. Je suppose que, étant donné l'atmosphère où il baigne, le député s' imagine que tous les partis souffrent de révoltes de l'arrière-ban. Nous n'avons pas de petites cabales dans notre parti ni rien de semblable. Le député devrait se retenir de faire des observations aussi ridicules.

Jamais je n'ai entendu un député avouer d'une façon aussi abjecte que cette initiative-ci et une grande partie des autres initiatives du gouvernement procèdent de motifs idéologiques. Le député a déclaré qu'il n'avait pas été élu à la Chambre des communes parce qu'il était capable de faire un certain nombre de choses. Un gouvernement accomplit quantité de choses et nous conviendrions tous, j'en suis sûr, que le député n'y connaît rien. Cependant, je ne comprends pas comment le député peut conclure que si nous ne connaissons pas à fond le domaine des mines, nous ne pouvons rien décider en matière de santé publique, de médecine, de sciences ou de forêts.

Le député a bel et bien déclaré que les motifs derrière ce projet de loi étaient bêtement idéologiques, et c'est parce qu'ils sont bêtement idéologiques que nous sommes saisis d'un projet de loi irrfléchi qui fait fi du rôle fondamental du gouvernement.

Permettez-moi de rectifier l'idée que le député entretient au sujet de la position de notre parti. Notre parti est essentiellement un parti de démocratie sociale. Si le député est dénué de ressources au point d'ignorer que la Suède, dont le gouvernement en est un de démocratie sociale, est un pays où la propriété privée est le plus répandu, il ignore absolument tout; mais cela, il l'a déjà reconnu.

Notre parti comprend qu'il existe certaines circonstances dans lesquelles il vaut mieux, dans l'intérêt national, que certains secteurs et certaines entreprises soient entre les mains du gouvernement ou d'une société d'État. Il comprend également que certains secteurs et certaines entreprises doivent demeurer dans le secteur privé. La décision doit être fonction de l'intérêt public ou du bien-être national, qu'il s'agisse de créer des emplois—considération la plus importante—ou de protéger l'environnement—considération également très importante. De telles considérations pèsent parfois si lourdement en faveur de la propriété publique que nous-mêmes, dans ces circonstances, le proposerions.

Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que la propriété privée, dans la grande majorité des cas, ne favoriserait pas les mêmes intérêts, tant que cela procède d'une stratégie visant à favoriser la prospérité du pays. J'espère que ces explications permettront au député de comprendre enfin la situation, chose à laquelle nous n'étions pas encore parvenus jusqu'ici.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le temps consacré aux questions et aux commentaires est terminé. Le député de Kenora—Rainy River (M. Parry) a la parole.

**M. John Parry (Kenra—Rainy River):** Je suis heureux d'avoir l'occasion de faire quelques observations personnelles sur la privatisation d'Eldorado Nucléaire. Le Nouveau parti démocratique s'oppose à cette privatisation en grande partie pour les mêmes raisons qu'il s'oppose à l'accord de libre-échange avec les États-Unis, parce qu'il s'agit essentiellement d'une mauvaise affaire non susceptible d'être profitable ou avantageuse pour les Canadiens.

Le marché est organisé de telle façon que c'est l'entreprise privée, probablement les propriétaires d'Eldorado Nucléaire, si le projet de loi est adopté, qui aura les bénéfices venant non seulement des activités de la société formée par la fusion d'Eldorado et de la Saskatchewan Mining Corporation, mais aussi ceux qui ont été réalisés grâce aux subventions énormes accordées par l'État au secteur de l'uranium sous forme d'avantages fiscaux, d'aide à la commercialisation, de contrats à l'amiable et aussi d'une certaine manipulation et protection politique, si j'ose dire. Nous n'avons aucune garantie que le gouvernement se rend compte du cadeau qu'il fait au secteur privé en privatisant cette société.

Je crois que les Canadiens excuseraient plus facilement les conservateurs si ceux-ci disaient franchement qu'ils vont céder certaines sociétés au secteur privé à un prix inférieur à leur valeur pour leur permettre éventuellement d'avoir des revenus parce qu'ils ont foi dans le secteur privé et qu'ils considèrent une telle initiative comme une bonne façon de mettre leurs convictions en pratique et d'appliquer leur programme idéologique. On ne dirait toutefois pas que le gouvernement a la franchise de l'avouer aux Canadiens. Je garantis au gouvernement que s'il l'avouait ainsi, la réaction serait sans doute meilleure qu'en essayant d'imposer une nouvelle privatisation aux Canadiens par des moyens détournés.